

## **« L'affaire Scala et les anarchistes » pendant la transition démocratique espagnole : représentations sociales du désordre pour une construction effective de la société.**

Le 15 janvier 1978, la Confédération Nationale du Travail (CNT), centrale anarcho-syndicaliste, convoque une manifestation contre les Pactes de la Moncloa à Barcelone. Signés par les forces politiques de l'opposition (Parti Communiste Espagnol, Parti Socialiste Ouvrier Espagnol) et le gouvernement en octobre 1977, ces pactes sont présentés comme le remède à la crise qui frappe le pays depuis 1973. Il s'agit d'accords économiques et sociaux qui ont pour objectif de normaliser la situation dans les usines et les entreprises, figer les rapports de force entre patrons et travailleurs afin de mettre un terme à la conflictualité sociale<sup>1</sup>. Ils viennent s'ajouter à une série de mesures<sup>2</sup> qui entendent réguler les conflits sociaux à l'aide d'une politique interclassiste, éliminant dans le même temps les interprétations du moment fondées sur la lutte des classes. Les pactes sont salués par la presse, les élites économiques, politiques et syndicales. Pourtant, bien que les deux syndicats majoritaires (Commissions Ouvrières et Union Générale des Travailleurs), présentent ces accords comme une victoire pour les travailleurs au nom de la « stabilisation démocratique », ils provoquent dans le même temps la colère de nombreux secteurs. En effet, les pactes prévoient plusieurs mesures en faveur du patronat<sup>3</sup>, comme le libre licenciement ou le plafonnement des salaires. Hormis la fronde de quelques sections locales des CC.OO et de l'UGT - très vite rappelées à l'ordre par leur hiérarchie – et de quelques syndicats et assemblées ouvrières à l'échelle locale, la CNT est la seule organisation nationale à s'y opposer. Face au modèle de négociation et à la politique de pactes qui semble inéluctable, elle impulse une campagne nationale à leur encontre, qui s'ajoute au rejet des élections syndicales et à l'instauration des comités d'entreprise comme nouveau cadre de négociation entre travailleurs et patronat.

En 1976, diverses composantes libertaires s'attellent à reconstruire l'organisation anarcho-syndicaliste historique, afin de peser sur les luttes sociales qui à la même époque se multiplient dans différents secteurs comme dans la construction, la métallurgie, la banque, l'enseignement, les transports, dans diverses usines comme celle d'Intelsa, Motor Ibérica, Roca et bien d'autres. Les luttes dans les quartiers, les grèves générales de 1976 à Vittoria, Sabadell, ou dans le Baix Llobregat, témoignent d'une recrudescence des mobilisations sociales et politiques depuis la mort du dictateur. En effet, le cycle d'action collective protestataire, amorcé dans les années 1960, s'intensifie considérablement au début de l'ère postfranquiste. C'est dans un contexte marqué par d'intenses conflits sociaux que les multiples groupes affinitaires, collectifs, organisations anarchistes diverses, tentent de reconstruire les « institutions » historiques du « Mouvement Libertaire ». Face à l'intégration des centrales syndicales majoritaires au jeu politique par le biais du pacte social instauré par le gouvernement Suarez, la CNT, en 1977, continue de se placer en contre. Elle adopte une stratégie syndicale fondée sur l'action

---

<sup>1</sup> En 1976, 3.638.957 grévistes sont recensés, pour 110.016.240 heures de travail perdues. En 1977, il y a 2.317.026 grévistes pour 92.572.050 heures de travail perdues. En 1978, ce sont 3.633.004 grévistes pour 128.738.478 heures de travail perdues. Ces chiffres s'accroissent en 1979, avec 5.752.304 grévistes et 171.067.049 heures de travail perdues, pour connaître une baisse en 1980 avec 2.461.061 grévistes et 108.625.662 heures de travail perdues. Sources: Sagardoy, J.A, Leon Blanco, D, *El poder sindical en España*, Barcelona, 1982.

<sup>2</sup> Telles que les élections syndicales et les comités d'entreprises. Sur le monde du travail et la transition syndicale, voir voir FISHMAN, Robert. M, *Organización obrera y retorno a la democracia en España*, Madrid, Centro de Investigaciones Sociológicas, 1996, et KOHLER, H, *El movimiento sindical en España. Transición democrática, regionalismo y modernización económica*, Madrid, Fundamentos, 1995

<sup>3</sup> Voir *Los pactos de la Moncloa*, Servicio Central de Publicaciones, Presidencia del Gobierno, Madrid, 1977.

directe<sup>4</sup> et l'assembléisme. Son rejet du pacte social s'accompagne d'autres alternatives, notamment celle qui postule que l'assemblée ouvrière a la capacité de négocier et de décider, au lieu des comités d'entreprises qui instaurent un modèle de syndicalisme de représentation. Les alternatives anarcho-syndicalistes ne paraissent pas tant marginales contrairement à ce que laisse penser l'historiographie, puisque la CNT approche à cette même époque les 300 000 affiliés<sup>5</sup>, et bénéficie d'une implantation de plus en plus importante à mesure qu'elle s'investit dans les luttes sociales qui éclatent ici et là dans le monde du travail.

C'est dans ce contexte qu'a lieu la manifestation du 15 janvier 1978 à laquelle participe 10 000 personnes. A 13h, lorsque celle-ci se termine, un groupe de jeunes cénétistes se retrouve devant la salle des fêtes Scala dans le centre de la ville et l'arrose à coup de cocktails Molotov. Le bâtiment prend feu. Quatre salariés qui se trouvaient à l'intérieur sont retrouvés mort<sup>6</sup>. La presse, à l'unanimité, ainsi que l'ensemble des élites politiques et syndicales, condamnent cet attentat. Le 17 janvier, un communiqué de la police repris par les médias de communication affirme avoir arrêté les auteurs de l'incendie, affiliés à la CNT. Sept personnes sont arrêtées dans Barcelone, mais la police procède aussi à d'autres mises en détention, une centaine environ, dans les localités de Rubi et de l'Hospitalet. Le communiqué parle d'un commando anarchiste présenté comme le bras armé de la centrale anarcho-syndicaliste. La FAI et les Jeunesses Libertaires sont décrites comme des organisations paramilitaires au service de celle-ci. L'AIT est présentée comme une organisation terroriste anarchiste internationale. S'en suit une campagne de marginalisation et de discrédit, de criminalisation et de diffamation qui se traduit par une perte d'adhérents et par la recrudescence des tensions internes au sein de la CNT.

Les historiens qui se sont penchés sur l'affaire Scala ont mis en évidence l'idée d'une attaque conçue et pilotée par les instances de l'Etat pour déstabiliser le mouvement libertaire dans son ensemble, et la CNT en particulier. C'est l'explication qu'apporte l'historien Bernat Muniesa<sup>7</sup>, mais également Juan Alcalde<sup>8</sup> ou encore José Luis Gutiérrez Molina<sup>9</sup>. Ces travaux reprennent l'idée du complot avancée par les instances officielles de la CNT de l'époque et mettent en évidence le fait qu'avec son rejet du pacte social, celle-ci représentait un danger pour le gouvernement qui recherchait la stabilité et tentait de mettre fin aux luttes ouvrières. L'idée du complot s'appuie sur les enquêtes internes effectuées par le syndicat, qui mettent à jour des indices prouvant les infiltrations policières au sein de ses structures. Joaquin Gambin est un indicateur de la police, recruté par la Brigade d'Information (ancienne Brigade politico-sociale) et par sa cellule anti-anarchiste dirigée par le « super agent » Roberto Conesa. Cet indicateur est déjà à l'origine de l'arrestation de 54 militants en janvier 1977 qui voulait reconstruire la FAI. Volatilisé, on le retrouve à Barcelone en janvier 1978. Après avoir infiltré un groupe de jeunes

---

<sup>4</sup> L'action directe fait partie des tactiques historiques de la CNT, et consiste à défendre les intérêts des travailleurs face au patronat sans l'intermédiaire de l'Etat ni d'aucune instance arbitrale.

<sup>5</sup> Ce chiffre est avancé par Pablo César Carmona Pascual, dans, *Transiciones. De la asamblea obrera al proceso de pacto social. CNT (1976-1981)*, Fundación de Estudios Libertarios Anselmo Lorenzo, Madrid, 2004, p. 7. Dans le même ouvrage, l'auteur affirme qu'en septembre 1977 la CNT compte 116. 900 affiliés, pour 30.288 en décembre 1979, p. 115.

<sup>6</sup> Deux des quatre travailleurs appartenaient à la CNT.

<sup>7</sup> Muniesa, Bernat, *Dictadura y monarquía en España: de 1939 hasta la actualidad*, Barcelona, Ariel, 1996.

<sup>8</sup> Alcalde, Juan José, *Los servicios secretos en España. La represión contra el movimiento libertario español (1939-1995)*, Madrid, Edición del autor, 1996.

<sup>9</sup> Gutiérrez Molina, José Luis, « El caso Scala de Barcelona », dans, *El Estado frente a la anarquía: los grandes procesos contra el anarquismo español: 1883-1982*, Madrid, Síntesis, 2008, pp.345-371.

cénélistes, il les incite à commettre une action violente, pour disparaître à nouveau<sup>10</sup>. Par ailleurs, l'enquête de la CNT et de ses avocats montre que l'incendie du bâtiment n'a pas pu être causé par de simples cocktails molotovs. De manière générale, le procès est parsemé d'incohérences et d'irrégularités<sup>11</sup>. Il aboutit, en 1980, à la condamnation de cinq militants à plusieurs années de prison<sup>12</sup> mais la CNT est hors de cause.

L'historiographie s'est penchée sur l'affaire Scala pour mettre en évidence ses conséquences sur le devenir de l'anarchisme espagnol. Pourtant, cet événement a eu des répercussions bien au-delà du monde libertaire, dans la mesure où il s'inscrit dans la consolidation de la culture politique démocratique dominante des Espagnols, participant à la stabilisation d'un cadre d'identification collective nationale. En effet, les dispositifs narratifs dominants ont produit un récit de l'événement dans lequel des figures et des sujets sont apparus, renforcés et re-signifiés pour être agencés au sein d'une représentation globale de « la société démocratique ». Pour que le complot puisse produire les effets escomptés - à savoir la liquidation des forces libertaires - encore faut-il qu'il existe une série de catégories disponibles pour véhiculer des valeurs, des principes et ainsi alimenter des représentations sociales spécifiques dans lesquelles les mots d'anarchisme et d'anarchiste renvoient à des images de désordre, de violence, de peur et de menace. Dès lors, il s'agit de démontrer en quoi cet événement fut l'occasion de reformuler la fiction de l'anarchiste comme poseur de bombe et comment celle-ci s'est agencée à une représentation spécifique de « la société ».

De manière simple, ce travail, à partir de l'analyse de « l'affaire Scala », pose la question de comment le concept de « société » est utilisé dans les discours publics et quels en sont ses effets. L'objectif est de comprendre de quelle manière le terme participe à la construction d'un sens commun qui légitime un nouvel ordre social, fondé sur un jeu spéculaire entre sujets politique citoyen et anarchiste. Car le terme de « société » participe à la réification de plusieurs groupes sociaux ; il est l'objet de divers usages politiques afin de diffuser une vision globale de relations sociales stabilisées. Ainsi, il est question de montrer quelles sont les mutations qu'ont subies les figures de l'ennemi intérieur au début de l'ère post-franquiste - postulant qu'entre celle du rouge et celle du terroriste apparaît un interstice, celle de la figure mythique de l'anarchiste. Il s'agit de démontrer comment le terme de « société », articulé à d'autres concepts, ont rendus possible ces mutations. Par ailleurs, l'objectif final est de s'interroger sur la pertinence heuristique du terme en tant que concept analytique : celui-ci ne bloque-t-il pas le champ des possibles de la recherche historique ?

Pour répondre à ces questions, ce travail se base sur l'analyse de deux journaux, La Vanguardia de Barcelone, et El ABC de Madrid. Les articles et les commentaires sur l'événement Scala ont été écrits entre ces deux mois. Ensuite, ces deux quotidiens abandonnent le traitement spectaculaire accordé aux anarchistes de l'affaire Scala, pour écrire des brèves sur le déroulement du procès. Les articles de ces deux journaux sont parfois identiques, reprenant les mêmes commentaires, répondant à la logique du montage médiatico-policière qui selon Mathieu Rigouste, « fonctionne comme un assemblage de machines de commandement et de spectacle<sup>13</sup> ». La principale source utilisée par les journaux est le communiqué de police publié le 17 janvier. Cela permet d'agencer les milieux libertaires aux dispositifs narratifs utilisés jusqu'alors pour le terrorisme. L'analyse se divise en trois parties. En premier lieu, elle traite des aspects discursifs qui participent à la résurgence de la figure sociale de l'anarchiste comme poseur de bombe. Ensuite, le travail se propose d'étudier les

---

<sup>10</sup> Sur le parcours de l'indicateur de la police Gambín, voir Gutierrez Molina, José Luis, *op.cit.*, pp. 357-360.

<sup>11</sup> *Ibid*

<sup>12</sup> José Cuevas, Xavier Cañadas et Arturo Palma écopent de dix-sept ans de prison pour auteur d'un délit d'homicide volontaire, Luis Muñoz à deux ans et six mois pour complicité et à Rosa López à cinq mois de prison pour rétention d'informations. Voir le récit écrit par Javier Cañadas, *El Caso Scala. Terrorismo de estado y algo más*, Barcelona, Virus Editorial, 2008.

<sup>13</sup> Rigouste, M., *La généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine*, La découverte, 2009, p. 310.

répercussions de cette figure sur l'espace d'intervention politique des milieux libertaires. Enfin, il s'agit de replacer les interprétations de l'événement dans les débats publics de l'époque, notamment des débats sur la sécurité.

I/ La réactivation d'une figure de l'ennemi intérieur : l'anarchiste poseur de bombe.

Les mouvements sociaux qui caractérisent les débuts de l'ère postfranquiste s'accompagnent également d'un cycle de violence politique sans précédent, qui contraste avec le mythe couramment répandu d'une transition-modèle pacifique<sup>14</sup>. Aux violences des groupuscules révolutionnaires d'extrême gauche (GRAPO<sup>15</sup>, FRAP<sup>16</sup>), s'ajoute la terreur orchestrée par les nostalgiques de l'ancien régime (BVE<sup>17</sup>, Guérilleros du christ roi), ainsi que le maintien des structures répressives franquistes. L'instauration du jeu démocratique parlementaire moderne et l'évolution des réformes se sont traduites par l'intégration institutionnelle de nombreuses composantes politiques ayant renoncé à la rupture antifranquiste, mais a conduit dans le même temps à un regain de violences politiques chez ceux qui refusaient la manière dont le processus transitionnel était mené.

Ces violences sont au centre des discours publics et font l'objet d'interprétations qui réactivent des peurs solidement ancrées dans les imaginaires collectifs : celle d'une révolution bolchevique, d'un coup d'État militaire ou d'une nouvelle guerre civile<sup>18</sup>. La résurgence de ces peurs coïncide avec toute une série d'attentats, à commencer par l'un des plus violents d'entre eux, celui de la « semaine noire » en janvier 1977 à Madrid dans la gare d'Atocha qui se solde par dix morts et deux prises d'otages<sup>19</sup>. L'évocation des peurs et des incertitudes, l'interprétation des violences politiques comme tentatives de déstabiliser la démocratie naissante, jettent les bases d'une culture politique démocratique fondée sur la « réconciliation nationale » entre les citoyens. Dans ces discours, ce ne sont pas certaines formes de violences politiques qui sont condamnées, mais la violence en tant que telle<sup>20</sup>. Celle-ci, en tant que phénomène complexe de la réalité, est essentialisée. Elle perd de sa légitimité et fait l'objet d'une condamnation unanime. Dès lors, les représentations sociales de la violence se renversent pour faire émerger la figure du terroriste comme sujet marginalisé, non-identifiable, renforçant les valeurs et principes qui fondent le sujet politique citoyen.

Au début du processus transitionnel, les mutations politiques de l'État se traduisent par la reconfiguration des discours de légitimation, dont l'un des axes conceptuels passe par la production de nouvelles altérités politiques. La construction de sujets « non-citoyens », figures mythiques dont les images sont à la fois imprécises et mouvantes, naissent à partir d'une instrumentalisation politique de la violence qui conduit à délégitimer certaines ressources du répertoire de l'action collective. Dès lors, dans l'interstice situé entre la figure du rouge et du terroriste, se situe celle de l'anarchiste, à mi-chemin entre la violence politique et l'action sociale et qui prend corps dans l'imaginaire collectif au moment de « l'affaire Scala ».

<sup>14</sup> Sur le mythe de la transition-modèle, voir André-Bazzana, Bénédicte, *Mitos y mentiras de la transición*, Barcelone, El viejo topo, 2006.

<sup>15</sup> Grupos de Resistencia Antifascista del Primero de Octubre

<sup>16</sup> Frente Revolucionario Antifascista y Patriota

<sup>17</sup> Batallón Vasco Español.

<sup>18</sup> Sur la présence de la Guerre Civile espagnole dans l'imaginaire collectif pendant la transition, voir Paloma Aguilar Fernández, *Memoria y olvido de la Guerra Civil español*, Madrid, Alianza Ed., 1996.

<sup>19</sup> Sur l'attentat d'Atocha, voir l'article de Sophie Baby, « Violence et transition en Espagne : La semaine noire de Madrid (janvier 1977) », dans, Dulphy, Anne, Léonard, Yves (dir.), *De la dictature à la démocratie : voix ibériques*, Bruxelles, Bern, Berlin, PIE-P, Lang, 2003, pp. 85-104.

<sup>20</sup> Voir Sophy Baby, *Violence et politique dans la transition démocratique espagnole (1975-1982)*, thèse doctorale, Paris, Université Paris I – Panthéon-Sorbonne, 2006, notamment la première partie « Première approximation à la violence de la transition », pp. 43-135.

L'incendie de cette salle des fêtes intervient dans un climat de violence diffuse et de luttes sociales, quelques mois après la signature des pactes de la Moncloa. Deux jours après l'attentat, date où paraît le communiqué de la police, les journaux commencent à évoquer la menace anarchiste. Ainsi La vanguardia publie un article signé par le journaliste Carlos Senti, dans lequel il affirme que :

Barcelona es una ciudad tremendamente sensible a los fallos de orden público. Su historia moderna está señalada trágicamente – y no solamente la semana llamada precisamente trágica – de interrupciones de procesos democráticos, que se han malogrado por el desconcierto y desengaños que produce entre las gentes la inseguridad y la amenaza<sup>21</sup>.

En premier lieu, l'extrait indique que l'auteur s'inscrit dans un régime d'historicité futuriste<sup>22</sup>, où le passé contient les signes annonciateurs du progrès comme unique devenir temporel. Ce progrès, c'est la démocratie. C'est elle qui articule les rapports entre passé, présent et futur et qui donne sens aux expériences du moment. C'est donc un ordre du temps qui suit inéluctablement sa route vers la démocratie. Un temps linéaire, que rien ne peut venir troubler si ce n'est l'acte violent. Celui-ci, perçu comme interruption, est d'autant plus significatif dans ce texte qu'il est illustré à partir de l'évocation de la Semaine Tragique. Un événement caractérisé par des révoltes populaires lourdement réprimées, et impulsées en grande partie par les secteurs libertaires du début du siècle. Cette référence historique et le mot « d'interruption » montrent de quelle façon s'impose dans le récit la naturalisation du concept de « démocratie » et l'idée d'un processus démocratique comme évolution naturelle des choses, comme caractère spécifique de la civilisation occidentale moderne.

Ce passage est d'autant plus révélateur des reconfigurations conceptuelles dans le langage politique, puisque le vocabulaire de l'ordre, du sécuritaire, semble composer avec celui de la démocratie. Dans l'extrait, la démocratie avance inéluctablement contre la violence. C'est un ordre du temps similaire à celui de l'ordre public, de la sécurité, qui présuppose l'idée d'une action préventive afin de normaliser le corps social, d'institutionnaliser les phénomènes de violence sociale, d'encadrer et de discipliner le fait contestataire. Le langage du sécuritaire et la perception de la menace ne sont donc plus l'apanage des régimes dictatoriaux, mais s'accordent au langage démocratique. L'auteur ajoute ensuite :

¿Quién echó la bomba a los pies de los caballos de la carroza real, convirtiendo las de Alfonso XIII y Victoria en bodas de sangre? El joven anarquista Corral, discípulo de Ferrer y Guardia, era hijo de unos fabricantes de Sabadell... Quisiéramos alejar de nuestras memorias, incluso heredadas, los espectros de unas violencias callejeras que siempre acabaron políticamente mal<sup>23</sup>.

Ces interruptions dans l'ordre linéaire du temps sont donc le fait des violences de rue. Celles-ci sont rattachées à l'image de l'anarchiste - poseur de bombe. L'idée sous-jacente est celle qui dénie à l'anarchisme toute capacité de productions discursives, idéologiques et théoriques. C'est un anarchisme dépolitisé, inscrit dans des narrations où la vision délinquante est hégémonique. C'est une menace, puisqu'il peut faire exploser des bombes et paralyser l'ordre du temps démocratique. L'anarchiste est construit depuis le pouvoir politique comme un marginal, un parasite. Il incarne la figure du délinquant politique, susceptible d'aiguiller les « masses » - cette matière vierge et fluctuante

---

<sup>21</sup> Carlos Senti, « La escalada de la Scala », *La vanguardia*, 17/01/1978, p. 19.

<sup>22</sup> Conçu par l'historien François Hartog, le concept de régime d'historicité est un outil heuristique qui permet de montrer comment dans chaque présent, le passé et le futur sont représentés. Le régime d'historicité se propose d'éclairer la tension entre le champ d'expérience et l'horizon d'attente. Comme le rappelle Hartog, le régime d'historicité futuriste est la marque des temps modernes : « La structure temporelle des temps modernes, marquée par l'ouverture du futur et du progrès, est caractérisée par l'asymétrie entre l'expérience et l'attente » (p. 28). Nous pensons que l'auteur de l'article, guidé par le concept séculaire de « démocratie », se situe dans cette perspective. Voir François Hartog, *Régimes d'historicités, présentismes et expériences du temps*, Paris, édition du Seuil, 2003.

<sup>23</sup> Carlos Senti, « La escalada de la Scala », *op.cit.*

- vers des révoltes sociale. Ce qui le rend d'autant plus mystérieux, inquiétant, dangereux est l'image d'un individu camouflé au sein de la population. Un anarchisme qui ne repose que sur la pratique, selon les préceptes de « la propagande par le fait » conçu à la fin du XIXe siècle. Un anarchisme pure, exempt de discours, où le geste politique se suffit à lui même. Cette stratégie politique, rapidement rejetée par les milieux libertaires, a néanmoins permis de produire le mythe de l'anarchiste à la bombe<sup>24</sup>. Ce mythe, nécessaire pour le pouvoir puisqu'il permet de contenir les potentialités subversives de l'anarchisme en niant toute intervention théorique de sa part, conditionne la population à la surveillance d'une menace criminelle à l'œuvre dans le corps social et qui pourrait frapper à tout moment :

Se está revitalizando en Cataluña el anarquismo de antaño y puede adquirir manifestaciones tan trágicas como las de ayer<sup>25</sup>.

Le mythe de l'anarchiste - poseur de bombe est donc réactivé dans le cadre d'une construction discursive de l'événement Scala. Il s'agit d'une mise en scène qui permet de dépolitiser les organisations libertaires par le biais du registre moral :

La bombe contre Fauchon à Paris et les « cocktails Molotov » qui ont détruit l'édifice Scala à Barcelone ont été réalisés d'une même main [...] La terreur n'est plus ni de droites ni de gauches, révolutionnaires ou réactionnaires. Elle est seulement cela : terreur. Et bien plus terrorisante que la terreur elle-même est la compréhension de l'incapacité à l'éradiquer, car, l'union morale de l'humanité détruite, toute autre union, quelque soit l'urgence de ses finalités, est impossible<sup>26</sup>.

La figure de l'anarchiste s'inscrit dans l'imaginaire de la terreur, et perd ainsi toute crédibilité quant à son intervention sociale et politique. La dépolitisation du récit et le recours au registre moral participe à la réactivation du couple anarchiste/terroriste. La production de cette figure s'inscrit dans une volonté politique : celle d'investir le terrain de l'action sociale pour l'inonder du discours de la menace et de la peur, mais aussi et surtout celui de la prévention.

II/ Les mouvements libertaires : entre action sociale et terrorisme.

Dans l'article de Carlos Senti précédemment cité, l'évocation de Ferrer y Guardia indique l'ambiguïté accordé au phénomène anarchiste et montre la reformulation que celui-ci subit. On lui dénie toute dimension politique moderne en le cantonnant à la criminalité, mais on évoque pourtant le nom d'un intellectuel célèbre de l'anarchisme, comme pour insister sur sa responsabilité face aux actes criminels. Le terroriste était le disciple de l'intellectuel. Les anarchistes terroristes qui ne parlent pas mais agissent ont donc des maîtres à penser et ce sont eux, au bout du compte, qui portent la responsabilité des explosions<sup>27</sup>. On peut donc penser qu'indirectement, l'auteur cherche à montrer que derrière l'incendie de la Scala se cachent des théoriciens et autres intellectuels qui transgressent les frontières du nouvel ordre politique démocratique :

Practicadas las primeras investigaciones por funcionarios especializados de esta Jefatura Superior y por otros de la Dirección General de Seguridad con destino en Madrid, se llegó a la conclusión de que el hecho podía haber sido realizado por un "comando" integrado en la "Confederación Nacional de Trabajadores", militantes a su vez de la "Federación Anarquista Ibérica" y "Juventudes Libertarias", cuya primera organización tiene como fines el desarrollo de un movimiento social y revolucionario y la práctica del comunismo libertario como camino hacia la anarquía integral, participando en todas las

---

<sup>24</sup> Uri, Eisenzweig, *Les fictions de l'anarchisme*, Paris, C. Bourgeois, 2001, p. 19.

<sup>25</sup> « vulgares asesinos », *El noticiero universal*, 17/01/1978, p.1

<sup>26</sup> « La libertad no se hace con bombas », *El ABC*, 18 janvier 1978, p. 4.

<sup>27</sup> C'est la thèse d'Uri Eisenzweig, qui met en évidence l'émergence de la figure de l'intellectuel au sein de la modernité politique, non pas comme procureur à l'image de Zola et de son « J'accuse », mais comme accusé en prenant l'exemple de Toni Negri et des accusations portées contre lui dans le déclenchement des révoltes populaires dans l'Italie de 1977. Voir l'introduction d'Uri Eisenzweig dans, *Les fictions de l'anarchisme, op.cit.*

luchas sociales y económicas de carácter reivindicativo y revolucionario, llegando incluso a la insurrección armada, y está constituida por "grupos específicos" e "individualidades", cuyo credo es la violencia y el terrorismo sirviendo de apoyo en todos sus propósitos a la "Confederación Nacional de Trabajadores", a la que está íntimamente ligada, como brazo armado<sup>28</sup>.

Dans cet extrait, le récit donne à voir les connexions qui existent entre un monde libertaire invisible, sans représentation dans l'espace public autre que le terrorisme, et celui d'un monde visible, dont le dicible sert à fabriquer des attentats. Ainsi, la narration construite à partir de l'enquête policière renferme l'idée que le complot anarchiste a été pensé et prémédité depuis les organisations officielles de ce courant politique. Cet aspect indique une reformulation de la fiction anarchiste - poseur de bombe. Reformulation, dans le sens où l'anarchisme espagnol bénéficie d'une représentation politique. Derrière les organisations, il y a l'idée que celles-ci cachent en leur sein un réservoir de terroristes prêts à commettre des attentats comme celui de la Scala. L'idée du commando anarchiste, et la manière dont celui-ci est figuré dans le récit journalistique, indiquent que les instances officielles des organisations libertaires ne sont que des façades au service de l'action terroriste. Ainsi, le discours opère un déplacement. Le spectre du terroriste-anarchiste apparaît, mais avec en filigrane l'idée que celui-ci émerge et se forme dans les organisations anarchistes. Il y a donc un brouillage entre l'action terroriste et la contestation sociale promue par la CNT. Deux modalités d'action différentes prises comme un tout, capté dans un dispositif narratif policier et judiciaire, qui réifie l'ensemble des composantes libertaires pour les présenter comme conspiration au service de « l'anarchie intégrale » :

Contra todos los detenidos se instruyen las correspondientes diligencias, que serán remitidas a la Autoridad judicial competente, en unión de los restos del material inflamable e incendiado y de numerosa propaganda y panfletos de la Confederación Nacional de Trabajadores y Federación Anarquista Ibérica, y manuscritos alusivos a ambas organizaciones, que también fueron hallados en los registros practicados. Se continúa las más activas gestiones para la identificación y detención de los cuatro componentes del "comando" anarquista, causante de los hechos que han motivado las actuaciones policiales<sup>29</sup>.

La façon dont l'enquête policière est mise en intrigue indique que les terroristes bénéficient du soutien d'organisations légales. L'évocation de textes et de tracts appartenant à la CNT et à la FAI sert à montrer qu'aujourd'hui, l'anarchiste poseur de bombe, s'il agit comme auparavant à travers l'action violente, bénéficie de la légitimité des structures du Mouvement Libertaire officiel. C'est encore l'idée que derrière ces organisations se trame un complot anarchiste. L'autre idée est celle qui consiste à affirmer que c'est par leurs productions théoriques que les organisations libertaires « fabriquent » des terroristes. Dès lors, la reformulation de l'anarchiste - poseur de bombe, intimement articulée à l'évocation et à la responsabilité des instances officielles du mouvement libertaire, permet de dépolitiser l'ensemble des composantes anarchistes et de les cantonner à leur dimension criminelle comme l'illustre cet article publié le 5 février 1978 dans *La vanguardia* :

La Guardia Civil de Madrid ha asestado un duro golpe a los grupos libertarios y anarquistas que ocupan la atención pública desde que varios de sus miembros provocaron —se cree— el incendio de

---

<sup>28</sup> « Un comando anarquista, presunto autor del atentado contra « Scala » », *La vanguardia*, 18/01/1978, p.1. L'article est identique à celui publié le même jour dans *el ABC* du 18 janvier, p. 18 avec le titre cette fois « Un comando anarquista, autor del atentado ». Il est aussi repris dans *El noticiario Universal* mais aussi dans *El Pais* ou dans *Cambio 16*. De manière générale, il s'agit du communiqué de la police repris dans l'ensemble de la presse écrite, mais aussi par la RTVE.

<sup>29</sup> *Ibid.*

la "Scala" de Barcelona. Ayer por la tarde, servicios especiales de la Benemérita procedieron a la detención de nueve presuntos miembros de esta organización libertario - anarquista, al tiempo que descubrían un "piso franco" en la zona madrileña de «Moratalaz y un chalé, en una población cercana de la capital, sita en la carretera de La Coruña. Los investigadores también detectaron dos "pisos francos" en Madrid, donde se cree puede hallarse abundante material, tanto de propaganda como de armas.

L'article se poursuit en affirmant que :

Este movimiento libertario-anarquista, inspirado en la antigua F.A.I. (Federación Anarquista ibérica, muy vinculada a la C.N.T.), con base en la Ciudad Condal, ha protagonizado numerosos atentados: el de Scala —que se le atribuye—, explosivos contra la cárcel Modelo, juzgados de San Feliu de Llobregat y Granollers, el de Badalona, el antiguo Asilo Duran, etc... Así como asaltos a entidades bancarias. Los detenidos ayer en Madrid, son presuntamente los que colocaron el explosivo en el suburbano hace unas semanas, un metro de raíl, en el tramo comprendido entre las estaciones de Batán-Campamento y entre otras acciones similares<sup>30</sup>.

La construction discursive de l'événement Scala par les journaux de l'époque est fondée sur une narration policière et judiciaire. Le mouvement libertaire est caractérisé par l'idée du complot, de la menace et de la violence. Les espaces et les milieux dans lesquels il évolue sont perçus comme asymétriques, rendant encore plus confuse la distinction entre le territoire de l'action sociale et l'espace public soumis à la menace terroriste. La figure de l'anarchiste est celle qui permet d'exporter la menace terroriste dans les espaces de la contestation sociale.

A ce titre, les travaux produits par le sociologue Mathieu Rigouste sur l'ennemi intérieur en France peuvent étayer ces arguments. Il montre comment à partir des années 1970, la fiction de l'ennemi intérieur a été reconfigurée à partir d'un brouillage entre les figures du criminel, du délinquant et du militant, permettant de mettre en évidence le risque d'une menace à la fois sociale et politique. Un nouvel ennemi émerge alors, le « terroriste international », qui s'éloigne de l'ancienne figure du rouge de l'intérieur pour s'élargir aux étudiants, syndicalistes, aux luttes sociales et, de manière générale, vers tous les secteurs qui critiquent et contestent l'ordre établi et la raison d'Etat<sup>31</sup>. La perception de nouvelles menaces situées à la gauche du PCF semble avoir été possible grâce à la complaisance du parti face à la répression qu'a connu le mouvement de mai 68<sup>32</sup>. Bien que son analyse reste cantonnée aux territoires français, il semble possible de l'appliquer à la péninsule ibérique. En effet, l'intégration institutionnelle du PCE - qui constitue l'ennemi historique du régime du 18 juillet - a fait évoluer l'image des nouvelles menaces intérieures vers le nationalisme basque. Cette intégration est à l'origine du re-sémantisation du terme terroriste qui, sous la dictature franquiste, désignait la figure du rouge de l'intérieur. Comme l'a aussi montré Sophie Baby, l'évolution rhétorique pour identifier les

<sup>30</sup> « Madrid: grupo anarquista desarticulado por la guardia civil », *La vanguardia*, 5/02/1978, p. 1.

<sup>31</sup> « L'émergence du terrorisme comme acteur international a coïncidé avec le déclin dans les représentations dominantes de l'image de la pieuvre soviétique, dirigeant dans l'ombre la quasi-totalité des désordres internationaux. Une autre image l'a progressivement remplacée, celle de la « nébuleuse », désignant un supposé réseau international des désordres. Elle ne reposait plus sur l'idée qu'un centre, une source unique, dirigeait la somme des menaces, mais sur l'image d'une constellation d'éléments menaçants [...] Parallèlement, l'ancienne figure du rouge intérieur a été élargie dans la pensée sécuritaire française aux étudiants, aux syndicalistes, aux mouvements pacifistes ou écologistes, squatteurs, blousons noirs et hippies, aux luttes sociales et de l'immigration, ainsi qu'à toute manifestation visant à critiquer les fondements de la raison d'Etat et de l'ordre politique, économique et social ». Mathieu Rigouste, *op.cit.*, p. 162.

<sup>32</sup> *Ibid.*

ennemies de l'Etat est rendue possible par l'imbrication des figures du criminel, du délinquant et du militant contestataire<sup>33</sup>. Dès lors, l'analyse de l'affaire Scala montre que dans cette imbrication, il existe un déplacement sémantique sous-jacent de la menace intérieure qui permet de faire le lien entre dimension criminelle, politique et contestataire. La figure de l'anarchiste est celle qui permet de combiner le visage du délinquant qui s'attaque à l'ordre social à celui du terroriste qui combat l'ordre politique. Dès lors, cette figure est réactivée dans les récits dominants afin que le pouvoir politique puisse « coloniser » par le discours les territoires de la mobilisation collective et les espaces inféodés au nouvel ordre social en construction. Cet amalgame entre criminalité et action sociale libertaire est parfaitement illustré dans l'entretien qu'accorde le ministre de l'intérieur Martin Villa à la *vanguardia* le 1er février, ou il affirme que :

Del tema de terrorismo hemos tenido en Barcelona cuatro sucesos, dos de ellos muy aparejados, como son el asesinato de don José María Bulto y don Joaquín Viola y otros dos hechos, también terroristas, de origen distinto: uno el de «El Papus » en el que parecen implicadas personas pertenecientes a grupos ultra, y otro el de la «Scala», en el cual están los movimientos libertarios. Yo diría que de todos ellos, a mi el que más me preocupa, en este orden de cosas, es este último, porque realmente ahí hay un cierto origen de los movimientos libertarios que circulan en Barcelona, que siempre es una amenaza, que puede ser importante para la convivencia pacífica en Barcelona.

Et le ministre de rajouter :

Me preocupa especialmente en Barcelona, esa acción de los grupos anarquistas, porque ha sido una acción desestabilizadora de la convivencia pacífica en Barcelona, desde siempre<sup>34</sup>.

Dans cet entretien apparaissent les représentations sociales de l'anarchisme espagnol comme image de désordre et de menace. Celles-ci fonctionnent comme des référents construits à partir d'idéaux et de principes moraux permettant de classer les sujets politiques non-citoyens. Suivant les travaux de la sociologue Mary Douglas<sup>35</sup>, on peut affirmer que les représentations sociales sont des « institutions » qui permettent d'influencer et de faire évoluer les relations et les échanges entre les individus et l'Etat. Ainsi, les représentations sociales de l'anarchisme espagnol ont pour origine un substrat discursif au sein duquel une série de termes et de référents construit un imaginaire collectif à l'origine d'un jeu spéculaire entre anarchiste et citoyen.

### III/ L'anarchiste contre la « société démocratique ».

---

<sup>33</sup> « La perception de l'ennemi de l'Etat évolue clairement de la figure du dissident politique à celle du terroriste qui a recours à la violence pour défendre ses idéaux, figure réduite à la fin de la période au collaborateur *abertzale*. L'étude des arrestations de types politiques a bien montré ce basculement. Le délinquant ordinaire, qui s'attaque à l'ordre social et représente la figure commune de la clientèle policière dans un régime pacifié, est ainsi supplanté par le terroriste qui combat l'ordre politique ». Sophy Baby, *op.cit*, p. 626.

<sup>34</sup> « Entrevisto con el ministro del interior Martin Villa », *La Vanguardia*, 1/02/1978, p. 5-6. Cet entretien avec le ministre de l'intérieur est une conférence de presse retranscrite dans le journal *El ABC*, mais aussi dans *El Diario de Barcelona*.

<sup>35</sup> Douglas, comment pensent les institutions ?

Le concept de société est utilisé par les anarchistes pour caractériser une réalité sociale inégalitaire et injuste, hiérarchisée et structurée par des rapports de pouvoir. Le terme est toujours suivi d'adjectifs pour insister sur ses aspects négatifs : société capitaliste, société de classe, société bourgeoise, etc. C'est un mot nécessaire dans la culture politique anarchiste, puisqu'il permet également de proclamer l'avènement d'un monde juste : société communiste libertaire, société d'hommes libres, etc. Ils utilisent aussi l'expression de « contre-société », signifiant par là que la « société » se traduit par un ensemble de relations sociales inégalitaires.

A l'inverse, l'usage du terme de société dans les discours politique dominants sert à désigner les nouvelles règles du jeu démocratique, fondé sur le libéralisme, et qui conduit à la conversion des anciens sujets à la condition de citoyens. « Société » a donc un usage extensif, dont le sens permet d'inclure la variété de relations sociales et d'échanges existants entre les citoyens. On parle ainsi de « société civile », de « société de consommation », etc. renvoyant les sujets politiques à l'identification citoyenne et non plus à celle de la classe ou du peuple. Dès lors, les relations sociales sont structurées par un nouveau cadre démocratique univoque, dans lequel le terme de société renvoie à un ordre social qui rejette les postures radicales au profit de la modération, de la négociation et de la réconciliation, qui permettent d'inscrire socialement une série de référents moraux, reflet du système de gouvernement représentatif, qui a pour effet l'usage du terme de société :

La universalidad del mal no ha de ser motivo para dimitir de la defensa de la sociedad en la que vivimos. La violencia y lamentable repetición de los atentados tampoco pueden inducirnos a otra dimisión: la de nuestros deberes de demócratas para pedir a la fuerza desencadenada soluciones [...] Frente a una situación inmediata que tiene coordenadas mundiales lo que cabe es exigir eficacia al gobierno. Hay que producir mecanismos de anticipación que eviten en lo posible la sorpresa y hay que reclamar la salud moral mediante la cual la justicia siga con serena e inexorable presura a la captura de culpables. Seguir admitiendo que los incendiarios de la Scala y otros terroristas son héroes no es más que cobardía moral. Trabajemos por una sociedad más libre y más justa<sup>36</sup> [...]

Les événements qui font l'objet d'interprétations où les registres de la peur et de la menace sont mobilisés s'accompagnent des termes de société et de citoyens pour insister sur le caractère non-citoyen des auteurs d'attentats. Parallèlement, dans ces énoncés, le terme d'anarchie est présent comme synonyme de désordre :

Reiteramos estas palabras para afirmar hoy, con absoluta plenitud, la urgente necesidad que tiene hoy la democracia española de imponer con todo rigor el principio de autoridad en cualquier ámbito. E imponer, en todos, el orden que dimana de la verdadera aplicación de las leyes y la segura convivencia pacífica que del orden público respetado se deriva, a favor de la ciudadanía en general y de las personas individuales en particular. [...] Y tampoco para nadie la democracia es viable entendida como anarquía pública [...]<sup>37</sup>

Ces mots contiennent également les significations morales à travers lesquelles un nouvel ordre social prend corps dans l'imaginaire collectif. Un imaginaire fondé sur la représentation des classes moyennes qui sont en mesure de dépasser les affrontements politiques liés à la lutte des classes.

---

<sup>36</sup> « La libertad no se hace con bombas », *El ABC*, *op.cit.*

<sup>37</sup> « Un pacto contra la violencia y el desorden », *El ABC*, 14/01/1978, p. 2.

Las clases instaladas ayer en el mundo de los trabajadores, estuvieron, como consecuencia, en los partidos socialistas-marxistas. La mayoría de esas masas están integradas hoy en los esquemas burgueses y constituyen la inmensa clase media del país; esta es una realidad innegable, una de las más evidentes de cuantas ejercen influencia en nuestros avatares políticos [...] Debemos estar en vísperas de un gran pacto entre los sectores que integran la nueva burguesía, la del impulso creador y modernizador. Ha de organizarse y promoverse para ello una acción ciudadana<sup>38</sup>.

Comme l'a montré l'historien Pablo Sánchez León<sup>39</sup>, cet imaginaire est le garant des valeurs morales et des principes démocratiques qui impulsent un nouveau cadre d'identification collective à travers la citoyenneté. Dans le même temps, la construction de ces classes moyennes absorbe les identités de classes, conduisant à l'exclusion dans le champ des représentations de certaines pratiques sociales :

¿Qué diría el ministro del interior y responsable del Orden Público a la gente en general, a la sociedad española con respecto a esta gran intranquilidad en que vive? M. V.: Yo diría primero que estamos en una situación preocupante. Que algunas de las cifras en determinado tipo de delitos contra la propiedad realmente pueden ser hasta asustantes, como, por ejemplo, los «traeos contra bancos. [...] tenemos una situación de una cierta inseguridad, pero tenemos unas ciudades- más seguras que los países que nos rodean, y yo creo que también éste es un bien que no solamente debemos de conservar, sino que debemos acrecentar con la acción de Gobierno, con la acción policial y, creo también, con la acción de todas las fuerzas sociales.

Ainsi, l'intégration conceptuelle des divers aspects de la réalité sociale grâce aux termes de « démocratie », « citoyenneté » et « société », s'accompagne de l'institutionnalisation des conflits politiques par l'effacement des identités de classes au profit d'un usage toujours plus variée et extensif du terme de citoyenneté : citoyenneté sociale, économique, etc<sup>40</sup>. Les classes moyennes, comme identité chargée d'un capital symbolique et de valeurs morales spécifiques (réconciliation, pacifisme, paix sociale, etc.), participent au rejet de certaines pratiques sociales guidées par la confrontation de classe.

En effet, contenues par un langage démocratique naturalisé, les pratiques sociales comme le sabotage ou les piquets de grève, inscrites auparavant dans une conception antifranquiste de la lutte, sont à présent agencés aux représentations sécuritaires qui guident le nouvel ordre démocratique. L'épisode de la transition se caractérise ainsi par une « transaction conceptuelle<sup>41</sup> » entre les diverses composantes politiques qui s'accordent sur les significations à attribuer à des termes comme « démocratie » et détermine le sens du mot « société », lui-même articulé aux nouvelles représentations de la citoyenneté. Ce sont des concepts interdépendants qui permettent de formuler une vision globale de la réalité :

---

<sup>38</sup> « La acción ciudadana », *El ABC*, 24 /01/1978, p.19

<sup>39</sup> Sánchez León, Pablo, « Desclasamiento y desencanto. Representaciones de clase media y poética de la participación democrática en la transición política », article inédit non publié.

<sup>40</sup> Pérez Ledesma, Manuel, « Ciudadanía », dans, Javier Fernández Sebastián, Juan Francisco Fuentes (dirs.), *Diccionario político y social del siglo XX español*, Madrid, Alianza ed., 2008, pp. 216-229.

<sup>41</sup> Javier Fernández Sebastián, « Democracia », dans, *Diccionario político y social del siglo XX español*, *op.cit.*, pp. 345-361.

En estos momentos, la condena por el incendio de la «Scala» es general y unánime. La han manifestado los partidos políticos sin excepción. Habría que traducir esta condena en una acción cívica y común entre las fuerzas del Estado, del Gobierno y de los partidos políticos. ¿Por qué para eso no hay, también algún pacto como el de la Moncloa? Los terroristas no lograrán abatir, por semejantes procedimientos, un tipo de sociedad que cuando conviene también sabe jugarse el tipo. Lo que pueden conseguir, si no ponemos algún remedio, es destruir la democracia que entre todos estamos elaborando. Y no tan mal, ciertamente<sup>42</sup>.

La menace est une représentation, une construction imaginaire qui prend corps et fait sens au sein de discours politiques qui agencent la réalité sociale à des logiques sécuritaires. La société revoie à la fois aux valeurs de paix et de concordances dont les classes moyennes sont les représentantes, mais devient également effective lorsqu'elle est articulée aux représentations de la menace. La peur, comme machine politique, fonctionne dès lors qu'elle est articulée à cette construction imaginaire de « la société » : en témoigne l'invention d'un nouveau concept, celui de la « sécurité citoyenne ».

Le terme de « sécurité citoyenne », amplement repris par la presse écrite, est très rapidement employé dans le langage courant sans être questionné. C'est une formule intimement liée aux représentations libérales de « la société démocratique », où les individus exercent leurs droits et leurs libertés dans un cadre de défense, de sécurité et de prévention de la menace. Certaines études académiques ont mis en évidence que le concept, produit par la droite, n'a pas été combattu par l'opposition<sup>43</sup>. Car dans la presse écrite, mais aussi dans les discours politiques, le récit qui apparaît en filigrane est celui qui insiste sur le caractère instable et menaçant du régime démocratique et partant, permet de revaloriser et de reformuler la propagande du système franquiste comme système de stabilité et de paix sociale. Pourtant, si ce concept qui donne lieu à une loi n'a pas été questionné ni même contesté par les milieux de l'opposition parlementaires, n'est-ce pas parce qu'un groupe social, en l'occurrence l'élite politique, a du reformuler de nouvelles fictions du lien social pour garantir une certaine hégémonie ? La « sécurité citoyenne » n'inaugure-t-elle pas une nouvelle conception théorique du contrôle sécuritaire non pas chez un parti ou chez une organisation en particulier, mais dans la pensée d'Etat en général, afin de dépolitiser les délits politiques pour mieux les criminaliser ?

Si l'on part du constat que l'articulation des concepts de société-démocratie-citoyenneté, instaure de nouvelles représentations du lien social et de la menace, la figure de l'anarchiste est centrale dans les législations sur la sécurité citoyenne. En effet, l'insécurité est associée à des gestes que les libertaires n'ont cessé de politiser. En premier lieu les attaques contre la propriété, mais également la lutte des prisonniers sociaux (presos sociales), des comités de soutiens à la Coordination des Prisonniers Espagnols en Lutte (COPEL), etc. Les nouvelles menaces mises sur le devant de la scène par la loi sur la Sécurité Citoyenne ne sont pas des phénomènes nouveaux : il s'agit d'une série de faits qui

---

<sup>42</sup> Carlos Senti, *op.cit.*

<sup>43</sup> Voir par exemple, Alonso Pérez F., *Seguridad ciudadana*, Madrid, Marcial Pons, 1994, ou encore Hurtado Martínez, Ma del Carmen, *Concepto y causas de la inseguridad ciudadana*, Cuenca, Universidad de Cuenca, 1999, et l'article de Medina Juanjo, "Inseguridad ciudadana, miedo al delito y policía en España", *Revista electrónica de Ciencia Penal y Criminología*. 2003, n° 05-03. Les deux premiers ouvrages tentent de définir le concept, et de voir ce qu'il implique dans la formation d'un nouveau cadre de relations citoyennes. L'article insiste sur son caractère ambigu et met en avant des causes sociales dans la montée de l'insécurité. Pourtant, aucun de ces travaux ne questionnent le concept ni ses effets. Ils le prennent comme point de départ de l'analyse, sans s'interroger sur son invention. Les références sont citées dans l'ouvrage de Gonzalo Wilhemi, *El movimiento libertario en la transición. Madrid, 1975-1982*, Madrid, Fundación Salvador Seguí, p. 186.

auparavant faisaient l'objet, notamment chez l'opposition, d'une lecture sociale, imputable à la misère, au chômage ; guidé également par des principes politiques comme celui de l'antifranquisme. En 1978, ils sont interprétés comme la conséquence de l'instauration du cadre politique démocratique qui a pour corolaire l'insécurité. Les classes dominantes inventent de nouvelles lectures criminelles pour légitimer l'instauration du nouvel ordre social et politique. Dès lors en 1978, l'institution policière tente de se forger une nouvelle légitimité en devenant la garante des libertés citoyennes contre l'insécurité :

«Barcelona, tanto por su gran concentración demográfica siempre creciente, como por tratarse de una ciudad cosmopolita abierta a toda clase de influencias, es, junto con su zona metropolitana, una capital de alto índice de criminalidad [...] Ello es debido, entre otros factores, al sistema de vida propio de las grandes urbes en las que abundan los conflictos y las tensiones, tanto a nivel individual como familiar y social, creando un ambiente que deshumaniza al individuo, amparado y a veces fomentado las conductas o predisposiciones de determinados sujetos para la comisión de hechos delictivos, facilitando estas circunstancias el anonimato, la asociación con otros delincuentes y las ocasiones de todo tipo que ofrece la sociedad urbana. Por lo que por lo expuesto, se comprenderá que muchos delincuentes habituales busquen en Barcelona refugio idóneo para sus actividades, actuando como perfectos parásitos en perjuicio de la mayoría de ciudadanos honrados<sup>44</sup>»

On retrouve à l'œuvre dans cet extrait les principes théoriques de la conception sécuritaire moderne analysé par Mathieu Rigouste dans la pensée politico-militaire<sup>45</sup>. Dans cet article, il est dit qu'au sein du corps social, au milieu des « honnêtes citoyens », se cachent les « parasites ». On a aussi des formules ambiguës, ou l'on sous-entend que le conflit social est un risque d'insécurité. En règle générale, ce texte montre que l'Etat et sa police se présente comme la « chair » du corps national, mais cherche aussi à décrire comment chez une partie de la population la menace prolifère, qu'il faut donc s'immuniser. Ce genre de discours instaure donc le principe d'autocontrôle de la population, analysé par Michel Foucault dans les sociétés disciplinaires du XIIIe et XIXe siècle<sup>46</sup>. Ainsi, ce genre de discours permet de re-signifier les représentations du territoire social : sous le régime franquiste, il s'agissait de combattre la subversion. Avec l'avènement de l'ordre démocratique, l'espace public est conçu comme un territoire où prolifère la menace. On a donc un déplacement du principe biopolitique rendu possible par la re-configuration des catégories de citoyenneté, espace public et celle d'anarchiste qui, bien qu'absente de l'extrait, permet de mettre en évidence le risque d'une menace à la fois sociale et politique.

Ainsi, les mots que nous avons analysés provoquent, selon Javier Fernández Sebastián, « la sensation que le monde moderne peut seulement être représenté avec le langage de la modernité, appréhendé comme une structure totale sans échappatoire possible. Le reste n'est que silence<sup>47</sup> ». Ils s'inscrivent dans un jeu spéculaire où la société de citoyens fondée sur un imaginaire des classes moyennes participe à la pacification des relations sociales, face à des identités de classes qui renvoient aux « désordres » des conflits sociaux, menaces de violence politique, de délits et d'insécurité mais aussi terrain de jeu du terrorisme. Dans ces configurations sémantiques, l'événement de l'incendie « Scala » fut l'occasion de déplacer les frontières symboliques entre l'action sociale et le terrorisme par le biais de la figure de l'anarchiste comme poseur de bombe. Cet

---

<sup>44</sup> « La policia barcelonesa informa », *La Vanguardia*, 16/02/1978, p. 31.

<sup>45</sup> Voir la partie II : « la chienlit et les sous développés : la conception du modèle sécuritaire français (1959-1981), pp. 117-181, dans, Mathieu Rigouste, *op.cit.*

<sup>46</sup> Michel Foucault, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Gallimard, Paris, 1975.

<sup>47</sup> Javier Fernández Sebastián, Juan Francisco Fuentes (dirs.), *op.cit.*, p. 71

événement a participé à la construction de nouvelles représentations sociales du désordre à partir d'un registre moral reformulé et de relations sociales caractérisées par l'enjeu sécuritaire, lui-même agencé à un imaginaire global de « la société ».

Conclusion :

Si le langage n'est pas qu'un moyen de communication mais un réservoir conceptuel permettant de produire des significations de la réalité sociale, alors le terme de « société » renvoie à un imaginaire collectif et à une perception globale de la réalité construite par les protagonistes d'une époque donnée. Par le biais de séquences narratives au sein desquels des référents moraux guident et régulent les pratiques sociales des individus, la « société » est conçue dans les récits dominants comme le territoire de la pureté, sujet à l'action de terroristes conçus comme des virus proliférant en son sein. A travers l'exemple présentée dans cette communication, il s'agissait de montrer que le terme de « société » utilisé par les acteurs de l'époque au moment de l'affaire Scala, était un effet - et non la cause - d'une série spécifiques de représentations sociales du désordre et de la menace, elle-même fondée sur de nouvelles identifications collectives.

Si le terme de « société » reste nécessaire aux sujets pour synthétiser un ensemble de relations sociales, valoriser des identifications collectives ou faire émerger des cultures politiques, en revanche cette notion doit être questionnée quant à sa pertinence heuristique. En effet, « société », concept fondamental dans la culture moderne, a acquis au fil des siècles la condition d'entité naturelle. Dans le champ de la théorie sociale, elle renvoie à un à priori discursif selon lequel la réalité est découpée entre la sphère des phénomènes matériels, de la structure sociale, et celle de la subjectivité, des actions collectives entreprises par les individus. Dès lors, le concept de « société » implique l'idée que le contexte social opère comme fondement causal du subjectif, que les actions sociales sont le reflet des conditions sociales d'existence. Cette dépendance causale qui fonde le paradigme historiographique objectiviste - propre à l'histoire sociale et à l'histoire culturelle - a été remise en question, interrogée, discutée par l'historiographie anglo-saxonne mais aussi espagnole. Pourtant, concernant l'étude de la transition démocratique espagnole, l'historiographie est largement tributaire de ce paradigme, et emploie constamment la notion de « société ». Le mot est généralement utilisé dans des travaux fondés sur des imaginaires de la modernité politique et économique, privilégiant les grandes théories et les schémas explicatifs qui projettent des catégories du présent sur le passé. Le mythe de la modernisation qui a pour corollaire - entre autres - l'usage du terme de société, limite le champ de la recherche historique en l'emprisonnant dans des schémas de pensées normalisés. Ainsi, sans parler d'homogénéité dans l'abondante production historiographique de la transition, il est possible de dire que l'histoire et les sciences sociales n'ont offert jusqu'à présent, en grande partie, que des options normatives pour expliquer le changement politique espagnol de la deuxième moitié des années 1970. L'une des conventions non débattus au sein de l'histoire sociale est justement celle qui présuppose l'existence d'un sens commun chez les acteurs de l'époque, un ensemble de valeurs sociales partagées qui apparaît en filigrane dans l'emploi du terme de « société » et qui a valeur d'injonction.

Comme l'a souligné l'historien anglais Patrick Joyce, l'histoire, articulée autour d'une vision dualiste de la réalité, découpée entre les notions de « culture » d'un côté, et « société » de l'autre<sup>48</sup> doit être en mesure de faire surgir de nouvelles catégories analytiques. Celles par exemple proposées par le sociologue polonais Zygmunt Bauman qui parle « d'autoconstitution », de « socialité » permettant de rendre compte de la fluidité des formations sociales. En fin de compte, l'étude de la transition démocratique espagnole nécessite une histoire des concepts à même d'appréhender la formation des

---

<sup>48</sup> Joyce, Patrick, « Materialidad e historia social », dans, Cabrera, Miguel Ángel (ed.), *Más allá de la historia social*, Madrid, Ayer, N° 62, 20006, p. 75.

identifications collectives et les multiples expressions de la réalité sociale. Dolidier Arnaud, doctorant en études ibériques à l'université de Bordeaux III.

**Dolidier Arnaud**, doctorant en études ibériques à l'université de Bordeaux III.

PS : Ce travail a été publié en 2013 dans le n°3 de la revue *Essais* de l'école doctorale Montaigne Humanités de Bordeaux (33)